

SOMMAIRE

Page 1

Brexit stratégie.
Les leçons du CESER.

Page 2

L'exemple "Welcome home".
On attend Metatvalue à Pitres.

Page 3

Le soutien à l'enseignement privé.
L'écho des Intercos.

Page 4

Les Normands à Eurosatory.
Les investissements.

Les leçons du CESER

Dans son rapport sur "Les effets du Brexit", le CESER Normandie rappelle la quasi-impossibilité "d'établir des prévisions sérieuses sur les impacts concrets", tout en insistant sur la nécessité de rechercher des solutions plutôt que de pointer les difficultés.

- Au chapitre des menaces, la réduction prévisible des zones de pêches est la plus sérieuse puisqu'elle peut déstabiliser l'ensemble de la filière. Mais elle n'est pas la seule. Le rétablissement des barrières douanières va surenchériser le coût des importations/exportations (mais ce n'est pas spécifique à la Normandie) ; ajoutons que de nombreux projets de coopération transfrontalière comme, par exemple, les interconnexions électriques entre la France et l'Angleterre risquent d'être arrêtés.

- Au chapitre des opportunités, les ports normands peuvent en bénéficier : développement de l'ouverture maritime internationale, notamment grâce à la création d'un port franc au Havre, redéploiement vers la Normandie des parts de marché du Royaume-Uni pour l'Irlande, développement des zones de stockage sur l'Axe-Seine, accueil et implantation d'entreprises anglaises qui souhaiteraient rester dans l'UE.

Brexit stratégie ?

• On ne peut pas laisser les régions seules...

Le 17 mai dernier à Bruxelles, le Comité Européen des Régions a adopté une résolution demandant à l'UE de soutenir les régions fortement menacées par le Brexit. "Elles ne doivent pas être abandonnées à leur sort, expliquait en substance Karl-Heinz Mambertz, le président du CdR, elles ne peuvent pas gérer seules les difficultés créées par le retrait britannique..." Naturellement, la Normandie en fait partie.

- Dans sa résolution, le CdR invite, notamment, la Commission Européenne à étudier "la mise en place d'un fonds de stabilisation au bénéfice des régions les plus durement touchées par le retrait du Royaume-Uni". Les membres du Comité s'inquiètent des effets sur la pêche et l'agriculture.

- Ici, un petit rappel n'est pas inutile. Créé en 1994, le CdR est l'assemblée des représentants des pouvoirs régionaux et locaux de l'UE. Il est composé de 350 membres issus des 28 États membres. La France dispose de 24 sièges, aucun Normand ne figure parmi les titulaires ; en revanche, 3 sont suppléants. Il s'agit de Blandine Lefebvre, maire de Saint-Nicolas d'Aliermont (76) et vice-présidente du Conseil Départemental 76, Didier Marie, sénateur de Seine-Maritime, François-Xavier Priollaud, maire de Louviers (27) et vice-président "Europe" de la Région.

Mon commentaire n°1 : Pour établir ses recommandations, le CdR s'est appuyé sur une étude réalisée, à sa demande, il y a quelques mois, sous le titre "Assessing the impact of the UK's withdrawal from the EU on regions and cities in EU27". La situation de deux régions françaises a été analysée - Les Hauts de France et la Bretagne -, la Normandie, elle, n'est pas mentionnée.

Mon commentaire n°2 : on ne va pas reprocher au CdR, qui devait choisir entre toutes les régions touchées, d'avoir fait l'impasse sur la Normandie. En revanche, on peut suggérer à Hervé Morin de remettre à jour et de "revisiter" rapidement son dossier sur les effets du Brexit, en s'appuyant sur tous les relais nécessaires, afin de définir une stratégie régionale d'adaptation, dont la mise en oeuvre pourrait être négociée avec l'État, avant d'être "portée" à Bruxelles. Saisi par la Région, le CESER Normandie a déjà travaillé sur la question. En décembre dernier, Jean-Luc Léger et Nicole Orange ont présenté un rapport sur les effets du retrait britannique ; c'est un état des lieux très utile qui révèle les menaces et les opportunités, mais ce n'est pas encore la stratégie d'adaptation dont la Normandie a aujourd'hui besoin.

• Avis contradictoires, actions désordonnées.

Il y a d'abord les inquiets.

- Les pêcheurs normands ont été les premiers à exprimer leurs inquiétudes en dénonçant l'abandon par les Anglais des "accords de Londres", qui les autorisaient, depuis 1964, à pêcher dans les eaux du sud de l'Angleterre. "50% de notre production vient de ces eaux-là, expliquait mi-2017, Daniel Lefebvre, l'ancien président du Comité régional des pêches, les Anglais ne

L'exemple "Welcome home"

Dans son rapport sur le Brexit, le CESER décrit aussi les moyens mis en oeuvre par la Région des Hauts-de-France pour "se vendre à Londres". C'est un exemple intéressant.

- Concrètement, Xavier Bertrand a soutenu l'ouverture d'un bureau à Londres afin d'attirer les entrepreneurs d'outre-Manche.
- L'activité de ce bureau est centrée sur la recherche d'opportunités économiques, ainsi que sur la mise en place d'une coopération régionale bilatérale axée sur les affaires, la promotion du tourisme et le trafic transmanche.
- Ce projet s'appuie sur un partenariat avec CCI International Hauts-de-France, Nord France Invest et Nord France Convention Bureau, permettant de bénéficier de services clés en main : recherche de financements ou de sites d'implantation, mobilisation d'acteurs de la recherche, de l'emploi et de la formation.

Commentaire : dans ce bureau, les chefs d'entreprise et les cadres travaillant à Londres ont ainsi la possibilité de découvrir les différents dispositifs mis en place par la Région pour favoriser l'implantation de grands groupes ou de start-ups, se renseigner sur les moyens de développer leurs affaires et leurs réseaux dans les Hauts-de-France.

Les frères ennemis...

Hervé Morin et Xavier Bertrand ne ratent plus une occasion de s'affronter publiquement. En avril dernier, par exemple, le président des Hauts de France n'a pas signé la tribune proposée au journal Le Monde, par Hervé Morin, président de l'ARF, pour dénoncer la politique recentralisatrice du gouvernement.

- Les deux hommes, on le sait, sont en compétition pour incarner une opposition différente à Emmanuel Macron, une opposition venue des régions.
- L'ennui, c'est que leurs désaccords nuisent aux projets communs de leurs deux régions. Xavier Bertrand s'oppose à la réalisation du parc éolien du Tréport souhaité par Hervé Morin ; en retour, celui-ci refuse de financer le sauvetage de la ligne SNCF Abbeville-Le Tréport voulu par le premier. C'est ce qu'on appelle un jeu perdant/perdant.

respectent plus les règles européennes, les risques d'incidents se multiplient dans la Manche..."

- La préfète Fabienne Buccio a tenté de les rassurer. Le 3 juillet dernier, elle a fait arraisonner un chalutier britannique qui pêchait en infraction au large de Fécamp, elle a aussi mobilisé les services "spécialisés" pour accentuer les contrôles et faire le gendarme en mer. Son message : *"je ne laisserai rien passer"*. Sans doute.
- Il n'empêche qu'aujourd'hui, de Granville au Tréport, le problème est toujours là, l'inquiétude aussi : *"la solution doit être européenne"*, disent les pêcheurs, le CdR aussi.

Il y a ensuite les *"pour le moment, ça va"*.

- Ce sont les responsables des ports transmanche qui redoutaient une baisse rapide de leurs trafics ; *"pour le moment, ça va"*, disent-ils à Cherbourg, Caen-Ouistreham et Dieppe ; c'est vrai, le pire ne s'est pas produit.
- Certains opérateurs parient même sur le développement des activités transmanche. C'est le cas de Brittany Ferries qui, en dépit du Brexit, a lancé la construction du "Honfleur", un nouveau ferry de 200 M€, pour la ligne Caen-Ouistreham/Portsmouth. Jean-Marc Roué, le président de la compagnie se déclare *"très confiant"*.

Il y a enfin les optimistes.

- On les trouve principalement à la Région, dans l'entourage d'Hervé Morin. Leur discours est résolument positif : *"puisque on ne peut pas l'éviter, profitons du Brexit"*, c'est simple comme une position de principe. Mais quelles sont les opportunités à saisir pour éviter la méthode Coué ?
- En mars dernier, la Région a répondu en organisant une campagne de publicité pour attirer les investisseurs anglais au contact de l'Europe. À Londres et dans plusieurs autres grandes villes, la publicité a fait le buzz, pas tant parce que l'image de la Normandie a été jugée "attractive", mais plutôt parce que le slogan utilisé "Hot entrepreneur wanted" a choqué certaines "autorités britanniques", comme la société des transports de Londres, qui l'ont refusée.
- Bien sûr, il est difficile de mesurer l'impact d'une telle campagne. *"Si elle ne s'inscrit pas dans une politique globale de promotion territoriale, ce sera un coup d'épée dans l'eau"*, disent les professionnels du secteur qui ne croient pas au "one-shot" ; trois mois après, on ne connaît toujours pas la politique globale de promotion territoriale de la Normandie en Angleterre.

Et pendant ce temps-là...

• On attend Metalvalue Powder à Pitres (27)

Hervé Morin est impatient de pouvoir confirmer l'implantation de Metalvalue Powder à Pitres, sur le territoire de Seine Eure Agglo, une implantation qu'il avait annoncée en décembre 2016, avec Alain Honnart, le président de l'entreprise.

- Le dossier est quasiment bouclé, la Région soutient l'opération grâce au fonds Normandie Participations, on attend maintenant les derniers arbitrages bancaires et financiers. Sauf imprévu, la construction de l'usine (50 M€) sera officiellement annoncée, au mieux cette semaine (le 1^{er} peut-être), en tout cas courant juin.
- La nouvelle unité produira de la poudre métallique, une technologie *"de rupture"* qui révolutionne la métallurgie traditionnelle en répondant, *"de façon propre, compétitive et innovante"* aux besoins des grandes filières industrielles. La création d'une centaine d'emplois est prévue.

Mais l'intérêt de projet ne s'arrête pas là.

- En décembre 2016, Alain Honnart expliquait en effet que son usine allait s'intégrer au cœur d'un "système industriel" dynamique puisqu'elle sera alimentée, de façon continue, en acier liquide, par la fonderie voisine de Manoir Industries. Tout le monde croise les doigts : à suivre.

LREM : objectif CD.14

Les municipales de 2020 ne sont pas l'objectif principal de Fabrice Le Vigoureux, Christophe Blanchet et Bertrand Bouyx, 3 des 4 députés LREM du Calvados : "aux municipales, nous accompagnerons les candidats qui permettront de faire avancer les choses" (NDLR - c'est une façon de dire que LREM n'a pas de candidats à présenter).

- En revanche, ils veulent partir à la conquête du Département du Calvados, en 2021, et vont s'organiser dans cette perspective. C'est ce qu'ils ont confié à Ouest-France, le 14 mai dernier, lors d'un point sur les positions politiques de leur mouvement.

Mon commentaire : au Département, ils vont avoir fort à faire, Jean-Léonce Dupont sera un adversaire redoutable.

Le micro-lycée de Caen.

Après celui d'Évreux, lancé en 2014, c'est le deuxième micro-lycée normand. Son ouverture à Caen, au sein du lycée Jean Rostand, a été annoncée par le Recteur Denis Rolland et Bernard Deniaud, le vice-président de la Région en charge des Lycées, à la rentrée prochaine.

- Il fait partie des dispositifs mis en place pour lutter contre le décrochage scolaire ; il a vocation à accueillir des jeunes déscolarisés depuis plusieurs mois (une quinzaine par section), afin d'y (re)préparer un baccalauréat.

À savoir : les résultats de l'expérience d'Évreux sont positifs puisque le taux de réussite au bac est de 65%, toutes sections confondues.

200 embauches chez Remade

Désigné "personnalité de l'année" par la Région Normandie, Matthieu Millet, président fondateur de Remade (Poiley - 50) lance un plan de recrutement de 200 nouveaux collaborateurs en 2018.

- Remade est le leader français de la reconstruction de smartphones premium. L'entreprise prévoit de reconstruire 850 000 produits cette année contre 450 000 les années précédentes.

À noter : les 200 embauches prévues vont s'ajouter aux 160 de 2017, l'effectif d'aujourd'hui est de 700.

• La Normandie peut-elle rester seule ?

Pour limiter les effets négatifs du Brexit, le Comité Européen des Régions pense - naturellement - qu'il est le mieux placé pour faire le lien entre la Commission Européenne et chacune des régions impactées. Les représentants de la Normandie à Bruxelles, que le président Morin veut renforcer, sont-ils à la manoeuvre sur ce dossier ? La Chronique s'interroge.

- De son côté, la préfète Buccio se méfie depuis longtemps des "émissaires anglais" qui prennent contact, de façon informelle, avec différents élus normands du littoral pour leur proposer des négociations de gré à gré sur le thème "si nous nous arrangeons ensemble, tout va bien se passer..." En septembre dernier, elle tirait déjà le signal d'alarme : "les Anglais cherchent à nous diviser, la seule négociation qui vaille est une négociation d'État à État." Il y a un an, la préfète de Région a mis en place un groupe de travail sur le Brexit ; les représentants de l'État et de la Région travaillent-ils vraiment ensemble ? La Chronique s'interroge.

- Il y a 7 mois enfin, François-Xavier Priollaud, vice-président "Europe" de la Région, conduisait à Cardiff, une délégation de représentants des Régions françaises de l'Arc Manche pour y rencontrer leurs homologues des Comtés britanniques. À l'issue de cette rencontre, la Normandie avait annoncé la création, début 2018, d'une "task force transmanche" entre les régions et comtés pour avancer. C'était une bonne idée. Où en est la création de cette task force ? La Chronique s'interroge.

Mon commentaire : Europe, État, Arc-Manche, Normandie... le risque est celui d'une action inefficace, car désordonnée. Répétons-le : quelle est la "Brexit stratégie" de la Région ?

57 M€ d'investissements

Hervé Morin soutient l'enseignement privé normand...

En mai 2016, l'une des premières décisions du nouveau président de la Région avait été de débloquer 49 M€ pour "régler le vieux contentieux de l'ex-Région Haute-Normandie avec les lycées privés". Naturellement, les responsables diocésains avaient applaudi tandis que les élus de gauche dénonçaient "un cadeau" aux multiples arrière-pensées politiques.

- Deux ans après, Hervé Morin continue de faire les yeux doux à l'enseignement privé. À l'occasion d'une visite des travaux de restructuration du lycée Jeanne d'Arc de Bayeux, il a rappelé que la Région a investi 57 M€

L'écho des intercos...

• Saint-Lô Agglo : la Maison du Technopôle

Depuis un mois, les travaux sont engagés ; sauf incident, ils s'achèveront à l'été 2019, Saint-Lô Agglo disposera alors de sa "Maison du Technopôle", une réalisation emblématique, voulue dès 2014, par François Digard qui voulait accueillir "la modernité".

- La Maison du Technopôle offrira aux porteurs de projets différents outils : un incubateur, un fablab, des espaces de travail et de coworking, un amphithéâtre et des salles de réunion et de visioconférence. Objectif : mettre en réseau et créer des synergies. C'est un projet positif que Gilles Quinquennel, le président de l'Agglomération, a mis au coeur du programme pluriannuel d'investissements ; il est également financé par la Région dans le cadre du contrat de territoire signé en septembre dernier.

• Arsène : la conciergerie de Seine-Eure Agglo.

Nouveau et intéressant : Seine-Eure Agglo. (Louviers/Val-de-Reuil - 27) vient de mettre en ligne "www.bonjour-arsene.fr", une conciergerie en ligne qui répond en moins de 48 h à toutes les demandes des entreprises, des habitants ou des touristes. Arsène propose un service-conseil de qualité pour accroître l'attractivité économique, résidentielle et touristique du territoire ; "l'important est que l'interlocuteur soit pleinement satisfait" disent ses promoteurs.

Le canal de Philippe Gruat.

Président de l'ESITC Caen (Ecole supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction), Philippe Gruat accueillera, le 5 juin, ses différents partenaires techniques et financiers (dont la Région) pour inaugurer le "canal à houle" de 40 m de long, installé dans les laboratoires de l'école.

- Cet équipement unique en France permettra de réaliser des essais de modélisation physique et sera également utilisé en R&D afin d'étudier l'impact des changements climatiques sur le niveau de la mer.

Denis Pinault investit.

S'il n'oublie pas sa Bretagne natale, Denis Pinault, PDG de Traiteur de Paris, se sent bien aussi en Normandie, à Fécamp où il possède une usine.

- Il va encore le prouver en investissant 12 M€ en 3 ans, dans ses usines de La Guerche de Bretagne (35) et de Fécamp afin d'accroître ses capacités de production de pâtisseries surgelées "premium" pour les professionnels français et étrangers, dans 60 pays.

Denis Pinault a trouvé à Fécamp une main-d'oeuvre qualifiée qui a la fierté du travail bien fait.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

en sa faveur depuis 2017 puisque son ambition "est de favoriser la réussite et l'épanouissement de tous les jeunes Normands, quels que soient la voie et l'établissement de formation - privé ou public- choisis."

La politique de la collectivité s'organise autour de 3 dispositifs :

- Le forfait d'externat harmonisé pour l'ensemble des établissements normands.
- Le financement des projets d'investissement pour accompagner l'effort de modernisation des établissements.
- L'intervention en garantie d'emprunt pour favoriser les projets immobiliers.

À savoir : la Normandie compte 28 lycées privés, 7 d'entre eux ont déjà été soutenus par la région pour différents travaux de modernisation.

Filière NAE

Les Normands très présents à Eurosatory.

Cinq ans après avoir désigné les marchés de la défense et l'international comme objectifs prioritaires des entreprises de la filière Normandie AéroEspace, le président Philippe Eudeline peut-être satisfait du travail accompli.

- 16 PME de pointe exposeront en effet leurs produits et solutions au salon Eurosatory 2018, le plus grand salon international de défense et de sécurité qui se tiendra du 11 au 15 juin au parc de Paris Nord Villepinte.
- Aujourd'hui, le secteur de la défense et de la sécurité est bien représenté au sein de la filière NAE puisque 45% de ses entreprises y exercent une activité importante. Instabilité internationale oblige, ce secteur est en croissance et de nouveaux marchés sont à prendre.
- À Evreux, Solcera est un bon exemple de la percée des PME-ETI normandes, son chiffre d'affaires progresse, à Eurosatory, elle présentera sa dernière innovation, issue de son savoir-faire en céramiques transparentes, un diascope, un instrument d'optique utilisé sur les engins blindés.
- Pour Philippe Eudeline, d'autres avancées sont à réaliser, notamment à l'international. NAE redouble d'efforts pour s'afficher dans tous les grands salons aéronautiques, de Berlin à Turin, de Turin à Farnborough.

Mon commentaire : 20 ans après sa création, NAE rassemble 142 entreprises de l'aéronautique, du spatial, de la défense et de la sécurité ; elle représente 20 000 salariés et 3 Md€ de chiffre d'affaires ; c'est la filière industrielle de référence en Normandie.

Et pendant ce temps-là...

• De nouveaux entrepôts pour CGA Logistics.

À Lillebonne (76), GCA Logistics a lancé des travaux d'extension sur son site de la zone industrielle des Herbages. La construction de plusieurs bâtiments doit apporter 20 000 m² de stockage supplémentaire à l'entreprise déjà pourvue de 60 000 m² d'entrepôts couverts et d'une vingtaine de silos. À l'issue de l'opération, prévue pour octobre 2018, 15 à 20 emplois pourraient être créés.

• La promenade du Bois-Cany

Au Grand-Quevilly (76), les travaux de construction du projet « Promenade du Bois Cany » vont commencer. Porté par un groupe de propriétaires aménageurs, ce projet de 22 M€ prévoit la transformation de l'ancien site des subsistances militaires en zone commerciale. La livraison est prévue pour l'été 2019 et l'ouverture des magasins est attendue pour l'automne 2019, avec 200 emplois à la clé.

• Escapade Dehondt en Russie

Spécialisée dans le traitement des fibres de lin, Dehondt Technologies (ND de Gravenchon - 76) veut redévelopper la culture du lin dans la région de Smolensk en Russie. Un accord de coopération vient d'être signé avec les autorités locales, le 25 mai, au Forum économique de Saint-Petersbourg.